

PL
LAB
Les Echos, 22/03/2001

(2 pages)

62 - Les Echos - Jeudi 22 mars 2001

ENQUÊTE

Les deux commissaires français à Bruxelles, Pascal Lamy et Michel Barnier, n'ont rien de frères ennemis, même si l'on fait carrière l'un à gauche et l'autre à droite. Fort différents, l'un technico brillant, l'autre politique à succès, ils ont choisi d'être européens amis. Ils vivent dans un kaléidoscope où les langues se mêlent, où les cultures s'entrechoquent et où n'est pas si facile de déterminer des lois communes. Mais ils ont la foi et exercent, au jour le jour, une influence réelle.

→ P : file intérieur

French cohabitation à Bruxelles

Barnier et Lamy ont le feu sacré de l'Europe

ÉMILE FAVARD

Chirac et Jospin participeront demain à un nouveau sommet des Quinze, cette fois à Stockholm. Libérés d'une présidence sans éclat, au terme de laquelle le symbole de Nice n'a guère conforté la foi communautaire, ils auront désormais à cœur de se constituer un credo européen et de le populariser. Notamment pour aborder la campagne présidentielle prochaine. Leurs experts y pourvoient ; et plus encore les deux commissaires français à Bruxelles : Michel Barnier et Pascal Lamy. Régulièrement, ceux-ci viennent à l'Elysée qui à Matignon - quelquefois ensemble - insuffler une dose d'oxygène européen à leurs partisans respectifs. Barnier à l'oreille du président de la République ; plus européen que lui au RPR, on ne connaît pas. Lamy a culte du Premier ministre ; plus au fait de la machine bruxelloise, il n'existe sans doute personne.

Leur feu sacré européen est tel qu'ils vivent une cohabitation franchement amicale, fructueuse aussi. De lors les a intégrés tous les deux dans le conseil d'orientation de sa fondation Notre Europe. Ils ont, le mois dernier, dans un contexte difficile - « l'Opéra » - visité le Salon de l'agriculture à Paris, ensemble. Sans oublier, pensée électorale, eux : encore que l'allocation d'un maroquin rutilant, en cas de victoire de son champion, ne soit pas, sous le crâne, calcul prohibitif. D'ailleurs Lamy et Barnier ont déjà rangé leurs deux ministres dans les convenances politiques.

Un tandem à l'unisson

Un commissaire européen, lui aussi, gère un portefeuille précis. Le commerce international pour Lamy ; la politique régionale et la réforme institutionnelle pour Barnier ; il participe en outre aux décisions collégiales de l'équipe présidée par Romano Prodi : 20 personnalités venues des 15 pays de l'Union. Les deux Français ont charge de territoires essentiels pour la vitalité de l'Europe. A l'évidence, le commerce intéresse l'Union, premier exportateur mondial ; surtout, quand la globalisation gagne la planète et appelle des règles du jeu discutées par tous les pays. Pascal Lamy est le négociateur des Quinze. A l'évidence, la réforme et les régions procèdent d'une même perspective, celle de l'élargissement ; puisqu'il s'agit de s'organiser pour coexister bientôt à près de 30 nations et de modifier l'axe majeur des fonds d'entraide : du Nord vers le Sud aujourd'hui à une solidarité de l'Ouest vers l'Est demain. Michel Barnier est l'architecte en quelque sorte. Tous deux sous l'œil sourcilleux du Parlement de Strasbourg et bien sûr sous l'autorité du Conseil des ministres (des Quinze).

Rarement les commissaires français ont ainsi choisi d'enfourcher le même tandem à Bruxelles et de pédailler suivant à l'unisson. Sans doute Ortolà et Deniau le firent il y a quelque trente ans ; sûrement pas Delors et Scrivenier qui ne courrirent pas dans la même catégories ; ni Craxi et Thibault de Silguy qui ne furent guère le vendre complices. Barnier et Lamy, quant à eux, affichent un même degré de la construction européenne, volontariste et pragmatique. Ils campent en des bastions voisins sur la carte politique, l'un au centre-droit et l'autre au centre-gauche. En fait, ces deux euro-construteurs-là sont proches et différents à la fois ; fort complémentaires.

Le même cinquantaine français. Tous deux ont suivi un maître Jacques sur leur itinéraire politique (Chirac et Décos). L'un et l'autre, ont vécu un épisode exceptionnel dans leur histoire (l'organisation des jeux Olympiques d'Albertville et le redressement du Crédit Lyonnais). Égales sont leurs réputations de bateaux et de rigueur sur la qualité des arguments. Le voyage tient une large part dans leurs agendas. Barnier a les capitales d'Europe pour banlieue. Lamy s'envole aussi aux extrêmes ; mais le verra à Moscou, avril à Riyad, mai à Buenos

Airs, juillet à Brasilia, octobre à Hanoï... Leurs courriers d'adresses valent publication à Gotha ; car l'un a été ministre délégué aux Affaires européennes et a négocié le traité d'Amsterdam ; l'autre a été bras droit du président de la Commission européenne et a travaillé avec les sherpas du G7. C'est dire s'ils ont créé des rapports avec les ministres et les experts qui complètent. Le hasard fait bien les choses : Lamy retrouve pour négociateur des Etats-Unis Robert Zoellick, ex-sherpa de Bush père, avec qui il a tissé depuis des liens de forte amitié ; sporadique et intellec tous les deux. Lamy affirme ainsi son propre mandat avec les Quinze - « on fait faire notre soupe ensemble », commente-t-il - et il prépare les négociations

ses cadres supérieurs, mais, chaque mois, par roulement, les agents de l'une des sept directions, du patron à l'huissier, cultive toujours la sympathie ambiguë ; un ministre français, l'Environnement n'a urité mieux que lui, dit-on, réussit à se apprécier de ses fonctionnaires.

A Bruxelles comme à Paris, les membres des cabinets n'ont guère d'horaires et seulement des fractions du week-end. « Pascal nous avait annoncé 70 heures hebdomadaire, dit un proche. Mais il triche : il en fait davantage. » Le cabinet de Barnier partage le temps à égalité entre les dossiers du commissaire, ceux des autres ; car c'est son métier d'intervenir sur les d'influer sur toutes les décisions, y compris sur la dimension sociale », commente sa « dir-cab », Christine Roger, énarque du Quai. Les réunions du cabinet mêlent l'anglais français, sauf que Shakespeare ni Molière n'ont pas d'officier. Chez Lamy, on échange beaucoup sur les idées à Barnier davantage sur les chantiers. Chez l'un, on se rapporte à des livres et de revues multilingues - et on traite des fiches. Chez l'autre, on expose les photos des œuvres - ponts ou stations d'épuration - édifiés à coup de euros.

Bruxelles est une école étonnante, où l'espri simple avec idomes et jargons, avec les cultures et les lois ; où l'on est plus complexe et tout plus rapide. « Ici, on est interpellé permanente, rappelle Pierre Desfragne, le « dir-cab » de la Belgique au service de l'Europe depuis trente ans. On y a un environnement culturel ; les certitudes stériles ne résistent pas aux courants d'air froid. C'est vraiment unique ! » Il semble d'ailleurs bien des capitales dépeçées désormais à la Camus davantage de grânes de ministres que d'anciens ministres.

Un molne-soldat stakhanoviste...

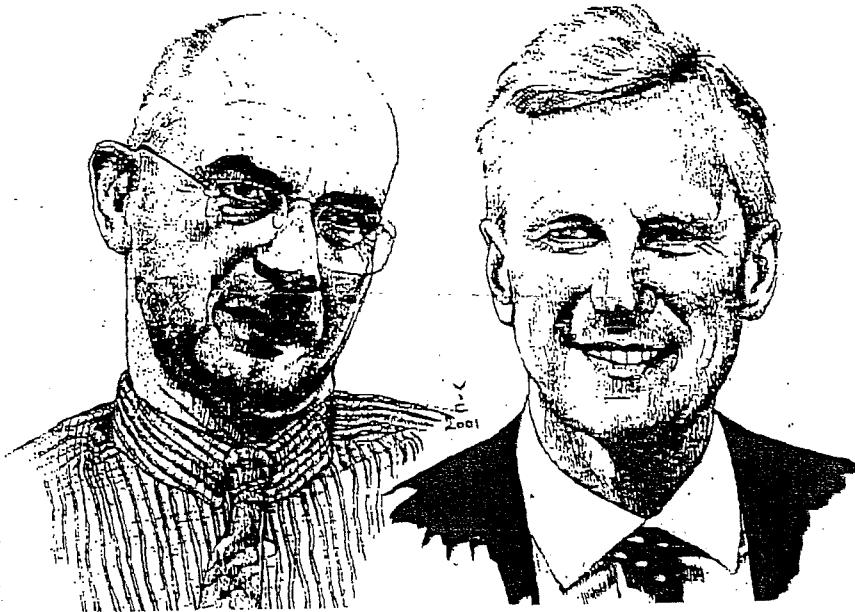
Barnier et Lamy en relâchement aussi leur tonus physique : jogging, fréquent pour le premier, quotidien pour le secrétaire. Une demi-heure à trois quarts d'heure de course matin, matin, Lamy saute plus facilement un repas qu'un sprint manque si le marathon de Paris ni celui de New York échoue le crédit de trois heures trente (plus ou moins minutes). Barnier et Lamy exploitent aussi souvent ce peuvent les insignes ressources en concert et opéra Bruxelles, avec son palais des Beaux-Arts et son théâtre de la Monnaie. Barnier a deux livres en chantier, l'une grande figure européenne (non française), l'autre, diversité européenne qu'il observe. Lamy a présenté emploi du temps - les dîners en ville ; Barnier, au contraire, cultive des amitiés locales.

Il faut dire que l'un vient de ses écoles et que l'autre a une province ; l'un a le profil techno et l'autre la tripé politique, jubile dans les dossiers, l'autre s'audrait à sortir les malles les fuites en ébullition, habitué à sa fonction de comme numéro deux de Muroy, Delors et Feydeau, aime à se mettre en scène, aguerri aux spots braqués, premier rôle du temps de sa présidence du Conseil, y Sirok et de ses deux ministères (sous Balladur et Juillet), Lamy a décalé de son image et ne s'en préoccupe plus qu'il a la considération de ses pairs ; quand Barnier plus près de la scène et en le souci, puisqu'il suffrage des électeurs.

Pascal Lamy a réputation de para, dur et si peut-être justifié sous l'uniforme de ses fonctions, service, ses proches le disent dépourvu de mèche l'assiduité sincère. Il a réputation de molne-soldat-monial. Encore faut-il suivre quelques collaborateurs qui gousille et ses formules imageées empruntées à l'argot. Il est stakhanoviste sans complexes, jusqu'à en publie du savoir-vivre ; en porté par son état de travail, il est bureaux sans frapper, il téléphone à un collaborateur

commerciales multilatérales qui se profilent à l'horizon de novembre ou Datar. Barnier s'emploie à donner un visage de l'Europe aux Européens eux-mêmes et valorise le contexte des travaux et réalisations de l'Union. Avec trois priorités pour les nouveaux programmes de développement économique des régions ; le développement durable, l'égalité des chances et la société de l'information.

Lamy, tel un businessman super-méthodique, affecte son temps - « une ressource rare », dit-il - en trois tiers : la réflexion, la gestion et la communication. Son assistante a mission de tout comptabiliser - là-bas, on dit « computer » -, pour prévenir le moindre dérapage. Barnier consacre pas mal de temps au management de ses troupes. Le président de la Commission a modifié la géographie bruxelloise : détourne un commissaire et son cabinet partagent le même building que leur administration. L'efficacité des services est censée y gagner, au risque d'un recul de la cohésion des commissaires. Barnier réunit non seulement



Pascal Lamy et Michel Barnier

tard dans la nuit. « Il ne s'arrête jamais », dit un ex-collegue : dans sa nature, il y a le goût de l'effort, le sens du travail, hors houlot, point de salut. Ce qui le conduit à détester l'improvisation et à ne pas exceller dans les réparties instantanées. « Il s'adresse à la rationalité de ses interlocuteurs », explique Pierre Delaigne, par une construction de propos très logique et très serrée. Il déteste l'argument facile, la démagogie, la séduction et se refuse même à en appeler à l'émotion. « Pas étonnant dans ces conditions qu'il peine à l'épreuve électorale. Candidat, à la demande du PS, aux législatives de 1993, au pire des années sombres de la gauche, il s'est taillé, dans l'Europe, une veste mémorable, puisque les deux candidats de droite le précédaient au score, Lamy n'a de complaisances ni pour lui ni pour les autres : des exigences seulement. L'entreprise « n'est pas soit true » non plus ; quoiqu'il soit capable d'y réussir. « Le Crédit Lyonnais y perd, mais l'Europe y gagne », dit sobrement Jean Peyrelade, le PDG, quand Lamy passe de la banque à la Commission. « Bruxelles lui va comme un gant », commente aujourd'hui Peyrelade. Pascal « au plus profond de lui-même la vocation et le talent du service public. Il s'est impliqué dans le sauvetage du Lyonnais comme dans une œuvre d'intérêt général et a réussi grâce à ses fantastiques dispositions pour organiser et rationaliser. Je pense que la vie ordinaire d'une entreprise l'amuserait moins ». Karel Van Miert, ex-commissaire européen à la Concurrence, rend - dans son livre de souvenirs « Le Marché et le Pouvoir » - un hommage appuyé à Lamy, l'un de ses interlocuteurs dans l'affaire du Lyonnais. « Un homme très intelligent, de parole et d'une efficacité redoutable », écrit-il, faire la puissance d'un Messier et celle d'un Delors, Lamy a fait son choix ; l'une lui paraît sans doute moins distinguée, l'autre plus noble. A sa fortune Lamy préfère le pouvoir, celui de peser sur le développement et l'harmonie de la planète.

Michel Barnier, lui aussi, se réfère à de grandes valeurs : avec davantage de romantisme. Il monte volontiers que sa vocation

gaulliste et européenne, date de la poignée de main historique entre le général et Adenauer. Et depuis, il n'a de cesse que les gens se tiennent les mains par-dessus les frontières et par-dessus leurs opinions. « Je rêve, dit-il, d'une France où l'on voterait pour et non pas contre. » Alors, il prône le respect pour réflexe, le dialogue pour vainqueur et le projet pour moiteur. « Il faut trouver des projets qui dépassent les gens pour les entraîner », déclare-t-il, prompt à relier son odyssee des Jeux.

... et un inlassable VRP de l'Union

On l'a dit le plus giscardien, puis le plus balladurien des chimaïques. Aujourd'hui, avec ses trois compères - Bartol, Perben et Raffarin - , Barnier veut dessiner « un grand pari centre-droit, républicain et moderne ». L'opposition manque de monde collectif, estime-t-il, la politique, c'est la défense des idées, non pas des places. Il s'honore d'avoir « pris tous ses sièges au PS » et d'avoir « toujours affirmé des universalités intelligentes ». L'homme est astable ; bien que ses mots chaleureux soient exprimés sans chaleur. L'humeur n'est point son fort, mais « je progresse, dit-il ; sans ambitiosité de devenir un jour chansonnier ». Il est assez timide et fort ambitieux. Lamy pas moins, et cela engendre chez lui une certaine complexité dans le comportement, née, suppose un ami, du « complexe d'un simple Sup de co suet à un Enanque ». Mais il y a gagné la passion de l'idée qui se vend bien à l'opinion, parce qu'il exprime un terme inelligible. Barnier est un inlassable VRP de l'Europe. Ministre, il avait engagé un dialogue avec les citoyens à la faveur de centaines de réunions décentralisées. Sénateur, il avait privilégié le dialogue avec les pays candidats à l'Union. Commissaire, il fait trois déplacements par mois pour expliquer l'Europe. Son discours est réglé : « L'Europe maintient la paix entre nous ; ensemble, nous créons du progrès et une communauté de partage... Nous édifions une puissance politique ». Ses collègues de la Commission prennent le bâton de pèlerin pour

PASCAL LAMY, UN ÉNARQUE À LA COMMISSION EUROPÉENNE

Pascal Lamy naît en avril 1947 à Levallois-Perret, en banlieue parisienne, de parents pharmaciens. Il fait ses études au lycée Carnot à Paris ; puis enchaîne les diplômes de HEC, de Sciences po et de droit. Il fait l'ENA au sein de la promotion Léon-Blum, avec Alain Minc, son junior et lui deuxième, devant Martine Aubry. Il est affecté à l'Inspection générale des finances, puis devient (au Trésor) secrétaire général du Cini (Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).

Jeune adhérent du Parti socialiste, il accède à son comité directeur en 1977. Il appartient successivement à trois cabinets : en 1981, comme conseiller technique au ministère de l'Économie et des Finances avec Jacques Delors ; en 1983, comme directeur adjoint à Matignon avec Pierre Mauroy ; en 1985, comme directeur à la Commission des communautés européennes avec Jacques Delors à nouveau. C'est l'époque du Grand Marché (1992), de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, de la mise en route de l'Union économique et monétaire.

Directeur général du Crédit Lyonnais en avril 1994, il participe au redressement de la banque publique, jusqu'à sa privatisation. En mars 1998 il prend la tête de la commission « prospective » du CNPF. Faute d'un mandat à sa convenance, il refuse la présidence d'Air France que lui propose Linnel Jospin.

A l'été 1999, il entre à la Commission européenne. Les Quinze le chargent de les représenter dans les négociations commerciales à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Il défend les intérêts de l'Europe lors des négociations avortées de Seattle. Il fréquente Pékin pour régler les conditions d'adhésion de la Chine à l'OMC. Il pousse l'accord des Quinze, le mois dernier, sur l'ouverture des marchés européens, sans droits de douane, à tous les produits, sauf les armes, en provenance des pays les plus pauvres.

pratiquer, eux aussi, le terrain et la parole. Lamy n'y échappe pas : il le colloque facile. Les deux commissaires français portent l'un et l'autre une vision d'avenir pour l'Europe.

Que propose Barnier, déçu par les insuffisances du traité de Nice ? Le dialogue, bien sûr : « afin de faire émerger un projet cohérent et durable pour l'Union européenne ». A cet effet, il préconise « des débats nationaux actifs » et une conférence interinstitutionnelle, qui associerait représentants des Etats membres (actuels et futurs), des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission. « Sans détruire l'espace communautaire », il entend parler concret - euro, sécurité alimentaire, élargissement... - et approfondir « la solidarité économique, sociale, humaniste aussi ». Comment ? « En rapprochant les politiques budgétaires et fiscales ; en acceptant l'émergence d'une politique étrangère et de sécurité commune », affirme Barnier, sans jamais se départir d'un optimisme qu'il voudrait contagieux. Le choix n'est pas entre nos Etats-nations et l'Europe. Il est entre une Europe sous influence et une Europe indépendante. »

Pour Lamy, « Nice confirme que nous avons perdu de l'élan politique », mais il n'en baissé pas pour autant les bras, puisque l'Europe n'est pas un problème mais une solution. Pourquoi ? « Parce qu'elle est déjà un laboratoire de la gouvernance mondiale. » Selon lui, la globalisation accélère les traits forts du capitalisme de marché : tout à la fois son effacement, son instabilité et son inégalité. L'objectif consiste donc à tirer le meilleur parti de l'effacement et à maîtriser les effets pervers. En d'autres termes, à combiner le soin de faire coexister compétition et coopération à une gouvernance mondiale : « elle aura à déterminer des règles, à les mettre en œuvre et à contrôler leur application ». Il y a du Kant (la « Weltpolitik ») dans le raisonnement de Lamy et des perspectives bien ambitieuses pour le round du Otan, puisque les règles d'ouverture du marché ne devraient nullement ni la spécificité des pays en développement ni les normes environnementales, sanitaires et sociales.

En fait, Pascal Lamy et Michel Barnier révèlent d'Etats membres de l'Union, aujourd'hui et demain, qui soient à la fois gros et petits. « Gros pour nous », dit Lamy ; « petits par respect des identités ». Et chacun d'eux sait bien que l'Europe doit gagner l'opinion publique, son adhésion. A la fois intéressée et généreuse, elle demande à l'Union de protéger la santé humaine et de porter la paix aux voisins des Balkans. Indifférente aux querelles byzantines, elle espère des institutions claires. A l'Europe : la défense, la politique étrangère, celle de l'environnement, la monnaie, le marché intérieur, la concurrence, le commerce international, aux nations ; l'éducation, la protection sociale et la culture ; pourquoi pas ? Ce débat s'invitera nécessairement en France lors de la campagne présidentielle.

MICHEL BARNIER, UNE VIE ENTRE LA SAVOIE ET PARIS

Michel Barnier naît en janvier 1951 à La Tronche, en Isère ; d'un père patron d'une petite entreprise de gainerie et d'une mère militante d'associations sociales. Il fait ses études aux lycées Jean-Moulin, à Albertville, et du Parc, à Lyon ; puis à l'École supérieure de commerce de Paris.

Fasciné par le général de Gaulle, symbole de la synthèse entre autorité et progrès, il s'engage à quinze ans dans la vie politique et devient très jeune l'échec et les succès. Car il soutient Jacques Chaban-Delmas lors de la présidence de 1974 et devient (à Bourg-Saint-Maurice) le benjamin des conseillers généraux à vingt-deux ans, le benjamin des députés à vingt-trois ans (élu à Albertville), celui des présidents de conseil général à trente et un ans (en Savoie).

Bien avant la trentaine, il a déjà l'expérience de trois cabinets ministériels, comme chargé de mission auprès de Robert Poujade (à l'Environnement), Pierre Mazeaud (à la Jeunesse et aux Sports) et Antoine Rufenacht (à l'Industrie, au Commerce et à l'Artisanat).

Il consacre dix années de sa vie, avec Jean-Claude Killy, à l'organisation des 16e Jeux Olympiques, en 1992, en Savoie. De 1993 à 1997, il fait partie du gouvernement, comme successivement ministre de l'Environnement et ministre délégué aux Affaires européennes. Il a une approche très concrète de l'environnement : il s'attache au plan « Loire grande nature », au programme de sauvegarde du Mont-Saint-Michel et à la protection de l'ours dans les Pyrénées. Il est élu sénateur (de Savoie), en septembre 1997. A l'été 1999, il entre à la Commission européenne. En charge de la politique régionale - avec le deuxième poste budgétaire de l'Union (213 milliards d'euros) - et de la réforme des institutions pour, explique-t-il, maîtriser le nombre des commissaires, répondre aux voix au conseil, étendre le vote à la majorité qualifiée et faciliter les coopérations renforcées. Il a déjà signé quatre livres : « Viva la politique » (1985), « Chacun pour tous, le défi écologique » (1990), « Atlas des risques majeurs » (1992), « Vers une mer inconnue » (1994).